Commission municipale du Québec

(Division juridictionnelle)

Date : Le 14 août 2024

Dossier : CMQ-70905-001 (33904-24)

SOUS LA PRÉSIDENTE DU JUGE ADMINISTRATIF : THIERRY USCLAT
Vice-président

**Direction des enquêtes et des poursuites
en intégrité municipale**

Partie poursuivante

C.

Lynda Pépin
conseillère, Municipalité de Notre-Dame-des-Bois

Élue visée

**ENQUÊTE EN ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE
EN MATIÈRE MUNICIPALE**

DÉCISION

(Plaidoyer de culpabilité et sanction)

APERÇU

[1] La Commission municipale du Québec est saisie d'une citation en déontologie municipale concernant Lynda Pépin, conseillère de la Municipalité de Notre-Dame-des-Bois, conformément à l'article 22 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*¹ (LEDMM).

[2] La Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale de la Commission (la DEPIM), allègue que l'élue aurait commis deux manquements au *Code d'éthique et de déontologie des élus de la Municipalité de Notre-Dame-des-Bois*² :

- I. Le ou vers le 30 janvier 2024, à l'occasion d'une intervention qu'elle a faite auprès d'employés municipaux concernant le déneigement de son entrée, elle s'est conduite de façon à manquer de respect à ceux-ci, contrevenant ainsi à la règle sur le respect prévue à la section introductive de la partie III du Code ainsi qu'au paragraphe 0.1° de l'article 6 de la LEDMM ;
- II. Le ou vers le 9 juillet 2024, lors d'un caucus, elle a à plusieurs reprises fait des « bras d'honneur » en direction du maire et en proférant des insultes contrevenant ainsi aux règles sur le respect et l'atteinte à l'honneur et à la dignité de la fonction d'élu prévues à la section introductive de la partie III du Code ainsi qu'aux paragraphes 0.1° et 0.2° de l'article 6 de la LEDMM.

[3] Lors de l'audience, Lynda Pépin admet avoir commis les manquements qui lui sont reprochés. Elle confirme que son plaidoyer est libre et volontaire et qu'elle connaît les conséquences de celui-ci.

CONTEXTE

[4] Un exposé conjoint des faits signé par les parties le 7 août 2024, complété verbalement à l'audience, relate les faits et les circonstances relatives à ce manquement.

[5] Le Tribunal considère utile d'en relater certains éléments :

¹ RLRQ, chapitre E-15.1.0.1.

² Code d'éthique et de déontologie de la municipalité de Notre-Dame-des-Bois (ci-après, désigné le « Code ») ;

- Au moment des faits, madame Pépin est conseillère à la Municipalité depuis les élections de 2021 ;

Manquement I

- Mécontente du déneigement effectué par la municipalité devant son entrée, madame Pépin décide d'appeler différents employés municipaux pour se plaindre ;
- Lors de ces appels, madame Pépin donne des ordres aux employés sur un ton fort et sacre à plusieurs reprises ;
- Toujours mécontente, madame Pépin se rend au garage municipal, elle donne encore des ordres aux employés présents en utilisant le même ton fort et elle sacre encore à plusieurs reprises ;

Manquement II

- Lors d'un caucus précédent la séance du conseil, alors que le conseil discute l'ajout d'une disposition dans le code d'éthique concernant l'ingérence, madame Pépin mécontente de ce potentiel ajout commence à faire des « *fuck you* » avec ses bras (bras d'honneur) tout en prononçant des « *fuck you* » dirigés envers le maire alors que la directrice générale et les membres du conseil sont présents.

[6] Les avocates de la DEPIM et Lynda Pépin soumettent en même temps que l'exposé commun des faits une recommandation conjointe de sanction qui suggère l'imposition d'une suspension de trente (30) jours pour chacun des deux manquements, suspensions à être purgées concurremment pour un total de 30 jours.

[7] Les avocates de la DEPIM soulignent les facteurs suivants à considérer :

- Madame Pépin a collaboré à l'enquête administrative de la DEPIM;
- Les admissions faites par madame Pépin évitent de convoquer des témoins et de tenir une audience de même que le paiement d'honoraires professionnels par la Municipalité ;

[8] Le Tribunal note que Lynda Pépin n'a pas d'antécédents déontologiques.

ANALYSE

[9] Les articles pertinents du *Code d'éthique et de déontologie de la Municipalité de Notre-Dame-des-Bois* ainsi que de la LEDMM se lisent comme suit :

Les dispositions de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale

« 6. Les règles prévues au code d'éthique et de déontologie doivent notamment interdire à tout membre d'un conseil de la municipalité :

0.1° de se comporter de façon irrespectueuse envers les autres membres du conseil municipal, les employés municipaux ou les citoyens par l'emploi, notamment, de paroles, d'écrits ou de gestes vexatoires, dénigrants ou intimidants ou de toute forme d'incivilité de nature vexatoire ;

0.2° d'avoir une conduite portant atteinte à l'honneur et à la dignité de la fonction d'élu ;

[...]»

Les dispositions pertinentes du Code d'éthique de Notre-Dame-des-Bois :

« III. Champ d'application

Le présent code s'applique à tout membre d'un conseil de la municipalité.

- Il est interdit à tout membre de se comporter de façon irrespectueuse envers les autres membres du conseil, les employés municipaux ou les citoyens par l'emploi, notamment de paroles, d'écrits ou de gestes vexatoires, dénigrants ou intimidants ou de toute forme d'incivilité de nature vexatoire ;
- Il est interdit à tout membre d'avoir une conduite portant atteinte à l'honneur et à la dignité de la fonction d'élu ;

[...] »

[10] Comme décidé par la Cour suprême³, une recommandation conjointe ne devrait être écartée que si la peine proposée est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice ou si elle est contraire à l'ordre public. Elle a rappelé qu'une recommandation commune relative à la sanction devrait, en principe, être acceptée en raison des avantages que cela apporte pour tout le système de justice.

³ *R. c. Anthony-Cook*, 2016 CSC 43, par. 25 à 34. Cette question a aussi été traitée dans *Jean Claude Gingras*, CMQ-65167, 24 janvier 2018, ainsi que dans *Donald John Philippe*, CMQ-66829, 26 juillet 2019.

[11] Après avoir pris connaissance de l'exposé des faits, des observations faites à l'audience et des circonstances de ce dossier, le Tribunal est d'avis que la recommandation commune de sanction n'est pas déraisonnable, susceptible de déconsidérer l'administration de la justice, ni contraire à l'ordre public.

[12] Le Tribunal accepte donc le plaidoyer de culpabilité sur ce manquement et retient la recommandation conjointe sur la sanction.

EN CONSÉQUENCE, LE TRIBUNAL :

- **ACCEPTÉ** le plaidoyer de culpabilité de Lynda Pépin.
- **CONCLUT QUE** Lynda Pépin a commis un manquement à la règle sur le respect prévue à la section introductive de la partie III du Code ainsi qu'au paragraphe 0.1° de l'article 6 de la LEDMM, disposition réputée être contenue dans le *Code d'éthique et de déontologie de la Municipalité de Notre-Dame-des-Bois*.
- **IMPOSE** à Lynda Pépin, à titre de sanction pour ce manquement, une suspension de trente (30) jours de toutes ses fonctions de conseillère municipale ainsi que celles de membre de tout comité ou organisme lorsqu'elle y siège en sa qualité de membre du Conseil municipal de la Municipalité de Notre-Dame-des-Bois.
- **CONCLUT QUE** Lynda Pépin a commis un manquement à la règle sur le respect et l'atteinte à l'honneur et à la dignité de la fonction d'élue prévue à la section introductive de la partie III du Code ainsi qu'aux paragraphes 0.1° et 0.2° de l'article 6 de la LEDMM, dispositions réputées être contenues dans le *Code d'éthique et de déontologie de la Municipalité de Notre-Dame-des-Bois*.
- **IMPOSE** à Lynda Pépin, à titre de sanction pour ce manquement, une suspension de trente (30) jours de toutes ses fonctions de conseillère municipale ainsi que celles de membre de tout comité ou organisme lorsqu'elle y siège en sa qualité de membre du Conseil municipal de la Municipalité de Notre-Dame-des-Bois. Cette sanction sera purgée de manière concurrente à celle imposée sur le premier manquement.

- **SUSPEND** Lynda Pépin pour une durée de trente (30) jours à compter du 11 septembre 2024, de toutes ses fonctions de conseillère municipale ainsi que celles de membre de tout comité ou organisme lorsqu'elle y siège en sa qualité de membre du Conseil municipal, et ce, sans rémunération, allocation ou toute autre somme qu'elle pourrait recevoir de la Municipalité ou d'un autre organisme lorsqu'elle y siège en sa qualité de membre du Conseil.

THIERRY USCLAT, Vice-président et
Juge administratif

TU/lav

M^e Alexandra Robitaille, M^e Érika Delisle
Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale

Partie poursuivante

Audience en mode virtuel, le 9 août 2024

La version numérique de ce document constitue l'original de la Commission municipale du Québec	
Secrétaire	Président